

La « convention citoyenne pour le climat » : un débat honteusement truqué

 climato-realistes.fr/la-convention-citoyenne-pour-le-climat-un-debat-honteusement-truque/

October 7,
2019

Par Benoît Rittaud

C'est sans doute un avantage collatéral d'être un sauveur de planète : on peut se dispenser de suivre les règles ordinaires de la démocratie. La « convention citoyenne pour le climat » est un débat honteusement truqué, et qui ne se cache même pas de l'être. Pire qu'une parodie qui ne serait que ridicule, cette convention affaiblit l'idée même de discussion contradictoire, en portant la pensée unique comme horizon indépassable de la politique.

Première phrase de la [page d'accueil de la Convention](#), et déjà premier mensonge : « *un panel décrivant la diversité des citoyens et citoyennes françaises directement impliqués dans la préparation de la loi.* » C'est un mensonge, parce que le panel en question est dirigé par une clique intégralement composée de bien-pensants climatiques, et qu'il n'y a donc aucune chance pour que les 150 citoyens tirés au sort aient l'occasion d'entendre un autre son de cloche que celui de l'alarmisme ordinaire. **La diversité n'est donc pas respectée**, alors même que les climato-réalistes constituent une proportion stable et importante de Français. On l'observe en effet dans chaque sondage à peu près impartial (c'est-à-dire qui s'abstient de poser des questions comme « Suite à l'aggravation de la crise climatique, faut-il engager des mesures énergiques pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre ? » — Score stalinien garanti.) Citons un tout récent sondage YouGov (septembre 2019), un sondage de l'IFOP (2018), ou encore celui... du ministère de l'Écologie et du Développement durable de 2013. Tous donnent des résultats similaires : un Français sur trois résiste encore et toujours à la propagande climato-alarmiste permanente et subventionnée.

La deuxième phrase de la page d'accueil de la Convention explore, elle, l'intéressante piste de la *doublepensée* orwellienne, qui consiste à dire une chose et son contraire dans un seul et même propos :

La Convention Citoyenne pour le Climat, expérience démocratique inédite en France, a pour vocation de donner la parole aux citoyens et citoyennes pour accélérer la lutte contre le changement climatique.

Ce devait être le même genre de formulations lors des débats en Union soviétique. Nul doute qu'eux aussi affichaient l'intention d'offrir « démocratiquement » la parole aux citoyens pour qu'ils donnent leur avis sur la meilleure manière d'avancer encore plus vite dans la voie du socialisme.

Il faut n'avoir aucune foi en la démocratie, ni en la faculté des citoyens de se choisir librement un destin, pour avoir seulement l'idée d'organiser un débat selon ces termes. Tout aussi grave est que personne n'y trouve à redire, et qu'une fois encore la résignation collective se prépare à prendre le dessus. En tout cas, faisons confiance aux chaperons de la Convention pour louer très bientôt « la très haute tenue des débats », non sans affirmer à l'occasion leur « âpreté », histoire de faire croire qu'il y aurait quelque chose en jeu...

Quelque chose est pourtant effectivement en jeu : la crédibilité de nos institutions républicaines. Une telle mascarade peut certes, un temps, faire illusion auprès de tous ceux qui n'iront pas y voir de trop près ou qui, n'ayant pas étudié eux-mêmes le sujet et se fiant à l'air du temps, se diront que « c'est pour aller dans le bon sens ». Mais en mettant sur pieds ce genre d'assemblée factice, l'exécutif contribue à éteindre davantage la confiance citoyenne en l'aptitude de nos dirigeants à sortir de leur bulle. En créant cette convention, Emmanuel Macron travestit l'outil démocratique par excellence qu'est le débat citoyen pour en faire une simple chambre de validation d'une politique à l'évidence déjà décidée.

Pour ceux qui douteraient de ce dernier point : **les conclusions de la convention sont en effet déjà écrites**, comme on peut le lire dès la troisième phrase de la même page d'accueil :

[La Convention] a pour mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale.

Ce passage est écrit en gras et en couleur, histoire qu'on comprenne bien le message : amis citoyens, vous n'êtes pas là pour dire ce que vous pensez, mais seulement pour signer en bas d'un projet déjà préparé.

Le garant de la Convention qu'est Cyril Dion, censé « *apporter un regard extérieur sur la démarche* », n'a pas manqué d'annoncer la couleur. On lit en effet dans [Geo](#) :

Il n'y va pas avec le dos de la cuillère, Cyril Dion, pour parler de l'urgence climatique : « *Honnêtement, vu la situation dans laquelle on est, on devrait être dans une sorte de branle-bas de combat comme avant une guerre mondiale.* »

(...)

« *Notre démocratie est très imparfaite. C'est le moins qu'on puisse dire ! Or sur le changement climatique, on a fondamentalement besoin de se mettre d'accord. Là, on a une occasion démocratique historique... A condition que la pression populaire soit maximale* », précise le réalisateur, qui se réjouit de l'organisation d'une série d'actions de désobéissance civile par la branche française d'[Extinction Rebellion](#) à compter de ce samedi, à Paris.

En principe, de tels propos devraient lui valoir au moins un recadrage et un rappel du devoir de neutralité minimal que demande sa fonction. Ne rêvons pas.

Mettons donc de côté, même si c'est difficile, ces propos à la fois violents et liberticides. Peut-on au moins espérer tirer quelque chose d'un débat citoyen sur un objectif de 40 % d'émissions en moins d'ici 2030 ? Nullement. Un tel préalable étant posé aux discussions, il n'y aura en réalité pas grand chose à dire d'intéressant, si ce n'est qu'il s'agit d'une pure ânerie.

La France n'est responsable que de 1 % des émissions mondiales, c'est-à-dire largement moins par habitant que la plupart des pays développés. (Elle ne le doit pas à une attention particulière au climat mais à son parc de centrales nucléaires, qui n'émettent pas de gaz à effet de serre tout en produisant les trois quarts de notre électricité.) Tout inquiet du CO₂ un tant soit peu logique avec lui-même devrait donc considérer notre pays comme un modèle. L'incohérence des carbocentristes se lit dans l'absence de célébration de cette situation. Tétanisée par sa culpabilité imaginaire, la diplomatie climatique française est de toute façon bien incapable de tirer parti du considérable atout que pourrait nous offrir notre position. Voilà comment il a été possible à Greta Thunberg de porter plainte contre la France sans susciter plus de réactions que cela, notre pays étant pourtant le deuxième le plus environnementalement vertueux au monde selon le nouveau classement de l'université de Yale.

En un mot : nous en faisons déjà plus que les autres, le peu que nous pourrions faire encore aurait un effet négligeable (y compris en se plaçant dans les scénarios les plus apocalyptiques promus par le GIEC), et pourtant, selon l'Exécutif, la seule chose à laquelle les citoyens seraient bons, ce serait de discuter pour savoir comment notre pays pourrait « *accélérer la lutte contre le changement climatique* », la réponse à cette question étant déjà donnée. Qu'on ne se demande plus pourquoi les citoyens se désintéressent de la politique et perdent confiance en l'aptitude de nos dirigeants à tenir compte des préoccupations populaires.

Il n'y aura rien à discuter de sérieux durant cette convention, parce qu'une fois contraints par cet objectif de réduction de 40 % nos émissions par rapport à 1990, seuls des scénarios parfaitement irréalistes seront à la disposition des citoyens-cobayes instrumentalisés par le pouvoir.

La production nationale d'électricité est déjà largement décarbonée (et elle l'était déjà en 1990). Les secteurs où diminuer significativement les émissions n'ont aucune chance de le faire à l'échelle requise en seulement dix ans. Les chiffres de 2016 montrent que les secteurs les plus émetteurs sont le résidentiel tertiaire (17,1 %), l'agriculture (16,7 %) et surtout les transports (29 %). Pour ces derniers, n'en déplaise à Greta, l'aérien ne compte que pour une fraction faible (moins de 5 % des transports), la contribution essentielle provenant du secteur routier.

On peut bien sûr rêver à des voitures électriques remplaçant d'ici 2030 le parc automobile actuel, et nul doute que la Convention ne manquera pas d'y faire référence. Les données du monde réel montrent pourtant qu'il est impossible que ce rêve devienne réalité. Pour s'en persuader, il suffit de se tourner vers la Californie, un État américain à la pointe mondial du combat environnemental, dont le PIB est supérieur à celui de la France pour une population moindre (40 millions contre 67). Dans ce pays à la fois riche et parangon de progressisme climatique, on ne trouvait encore que 500 000 véhicules électriques fin 2018, sur un parc total qui en compte 18 millions. (Avec ses moins de 100 000 voitures électriques pour un parc de près de 40 millions, la France est encore loin du *Golden State*.) Pour 2030, l'objectif particulièrement optimiste du très écologiste gouverneur Brown est d'atteindre les 5 millions de voitures électriques, ce qui, dans la meilleure des hypothèses, ne réduirait les émissions des voitures californiennes que de 25 %...

On pourrait traiter de même les autres pistes de réduction d'émissions, que ce soit dans l'isolation des bâtiments (pas toujours une si bonne idée, sans même parler de son coût) ou dans l'agriculture (où l'on ferait mieux de s'intéresser au taux de suicide particulièrement élevé des agriculteurs plutôt qu'aux émissions de méthane de leurs vaches).

Une volonté politique peut permettre de réduire de quelques pour-cents nos émissions de gaz à effet de serre sans trop de dommages pour l'économie nationale. En revanche, aller au-delà, et à un horizon aussi court que 2030 (bien trop rapproché pour qu'une innovation industrielle d'ampleur n'ait le temps d'être mise en place à grande échelle), ne pourrait se faire qu'au risque d'une profonde régression économique et sociale, comme les Gilets Jaunes l'avaient compris en s'opposant à la hausse de la taxe carbone. Mais peut-on attendre mieux d'un projet politique élaboré sous l'égide de la négation du débat contradictoire ?

Partager

-
-
-
-
-
-